



DG Trésor © - N° 170 – 2ème Trimestre 2019



La Lettre du Levant

Égypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

ÉDITORIAL

N° 170 - 2ème Trimestre 2019

Alors que la moitié de l'année 2019 est déjà écoulée, les points saillants de l'actualité régionale peuvent être résumés sur les bases suivantes :

1. La situation de l'Irak et l'avenir de l'accord nucléaire restent au cœur de l'actualité. D'abord parce que le rétablissement et le renforcement des sanctions ont d'ores et déjà eu un impact dévastateur sur la conjoncture et le climat des affaires, comme en témoignent tout à la fois l'effondrement de la croissance¹ et l'explosion de l'inflation² depuis un an. Ensuite parce que le non renouvellement des *wavers* qui avaient été délivrés par l'OFAC à huit pays qui importaient une partie de leurs besoins en pétrole d'Irak a toute chance d'avoir pour conséquence mécanique de diminuer davantage encore les exportations de pétrole de la République Islamique, ce qui fragilisera un peu plus ses comptes publics et ses comptes extérieurs. Enfin parce que la montée des tensions pourrait ne pas être sans conséquence, que ce soit sur le devenir même de l'accord nucléaire ou sur l'environnement régional, encore que le pire ne soit jamais sûr. L'incertitude qui prévaut plus que jamais à ce stade est une des principales hypothèques qui pèsent à la fois sur le marché international des hydrocarbures et sur le paysage de la région.

2. La Lettre du Levant a jugé utile de faire le point sur deux sujets qui sont différents à tous égards : la situation économique et financière de l'Irak d'une part ; la position de notre pays dans la région d'autre part.

2.1. Même si beaucoup reste à faire, notamment sur le terrain de la croissance³ et, plus encore, sur celui de la reconstruction, la situation de l'Irak est aujourd'hui à la fois meilleure et plus sûre qu'elle ne l'était il y a deux ans, que ce soit sur le terrain sécuritaire ou sur le terrain économique et financier :

2.1.1. Même si Daech est loin d'avoir disparu, la situation sécuritaire est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'elle était il n'y a pas si longtemps, notamment à Bagdad. Quelle que soit la source utilisée, le nombre des victimes civiles de la violence a diminué et diminue dans des proportions spectaculaires. Il a été ramené de 13 183 en 2017 à 3 319 en 2018 et 1 818 au cours des cinq premiers mois de l'année 2018 à 1 023 au cours des cinq premiers mois de l'année 2019.

2.1.2. Ce qui vaut sur le plan sécuritaire vaut également sur le plan économique et financier. D'abord parce que la combinaison de l'effet-volume (augmentation de la production et des exportations de pétrole brut) et de l'effet-prix (augmentation du prix moyen du baril exporté) a été optimale. Ensuite parce que l'ajustement qui a été engagé dans le cadre du programme négocié avec le FMI et le rétablissement progressif (même s'il n'est que partiel) de la paix civile ont permis d'améliorer rapidement et sensiblement à la fois la situation des comptes publics et celle des comptes extérieurs. Enfin parce que le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est désormais orienté à

¹ D'après les prévisions les plus récentes du FMI, la croissance en volume du PIB a été négative (-3,3%) au cours de l'année 2018/2019 et devrait l'être davantage encore (-6%) au cours de l'année 2019/2020.

² Calculée en glissement annuel, l'inflation est passée de 9,7% à la fin du mois de mai 2018 à 51,7% à la fin du mois de mai 2019.

³ La croissance en volume du PIB n'a pas dépassée 0,6% en 2018. Elle pourrait s'établir à 2,8% en 2019.



la hausse depuis près de deux ans⁴. Alors qu'il avait été ramené de 77,8 mds\$ à la fin de l'année 2013 à 45,5 mds\$ à la fin de l'année 2016, il s'établirait à près de 60 mds\$ à la fin de l'année 2019. Outre qu'il a de nouveau accès au marché international des capitaux (comme on a pu le constater en 2018, de qui était une première depuis plus de dix ans), **l'Irak est manifestement passé du mauvais côté de la barrière au bon côté de la barrière**, même s'il y a encore beaucoup à faire.

2.2. Les positions de notre pays dans la région ont plus évolué dans le mauvais sens que dans le bon sens en 2018. D'abord parce que le montant de nos exportations et celui de notre excédent ont diminué en valeur nominale⁵. Ensuite parce que notre part de marché a été ramenée de 2,34% en 2017 à 2,17% en 2018, et ce alors qu'elle s'établissait à 3% dix ans plus tôt. Enfin parce que nous sommes surclassés à la fois par les pays majeurs de l'OCDE (à l'exception du Japon) et par les *new comers*, qu'il s'agisse de la Chine, de la Turquie, de l'Inde, de la Corée ou de la Russie.

Il n'y a pas pour autant que des points négatifs. D'une part parce que le nombre des entreprises qui exportent dans la région ne diminue pas, loin de là. D'autre part parce que les stocks d'investissement direct sont orientés à la hausse, qu'il s'agisse du stock d'investissement français dans les pays de la région⁶ ou du stock d'investissement des pays de la région en France⁷. Il n'en reste pas moins beaucoup à faire pour enrayer la diminution tendancielle de notre part de marché depuis la fin des années 2000 et, plus encore, pour combler progressivement l'écart qui nous sépare désormais de nos concurrents habituels en Europe, l'Italie et l'Allemagne en tout premier lieu. Les Services Économiques de la région ne ménagent ni leur temps, ni leur peine pour soutenir toutes les initiatives susceptibles d'y contribuer. Ils sont à l'entière disposition de celles et ceux qui ont et auront besoin de les solliciter.

3. Un dernier mot pour informer les lecteurs de la « Lettre du Levant » que je vais quitter les fonctions que j'occupe à la fin de l'été. Au terme des huit années que j'ai passées sans me laisser un instant au Moyen-Orient, je tiens à les remercier pour leur attention et leur fidélité. Qu'ils sachent que la relève sera assurée dans les meilleures conditions par mon successeur, M. François de Ricolfis.

Bonne lecture

Jacques de LAJUGIE
Chef du Service Économique Régional

⁴ Calculé hors réserves en or et or DTS, le montant de ses avoirs bruts en devises a été ramené de 45,28 mds\$ à la fin du mois de mai 2018 à 36,6 mds\$ à la fin du mois de mai. A titre comparatif, il s'établissait à 45,28 mds\$ à la fin du mois de mai 2018.

⁵ Le montant de nos exportations a diminué de 13,8% et celui de notre excédent de 28,7%.

⁶ Le stock d'investissement français dans les pays de la région est passé de 3,723 mds€ à la fin de l'année 2007 à 7,503 mds€ à la fin de l'année 2017.

⁷ Le stock des pays de la région en France est passé de 2,267 mds€ à la fin de l'année 2007 à 3,819 mds€ à la fin de l'année 2017.

**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'IRAK****Résumé :**

- 1. La performance économique et financière de l'année 2019 a toute d'être plus « mitigée » que celle de l'année 2018** et que les prévisions établies il y a quelques mois.
- Dans un contexte où l'amélioration enregistrée sur le plan conjoncturel depuis la fin de l'année 2017 doit encore être consolidée, **beaucoup reste à faire dans le domaine de l'ajustement structurel.**
- La situation du secteur bancaire appelle une attention particulière.**

1. La performance économique et financière de l'année 2019 a toute chance d'être plus « mitigée » que celle de l'année 2018 et que les prévisions établies il y a quelques mois. D'une part parce qu'elle dépendra pour beaucoup de l'évolution de l'effet-prix et de l'effet-volume pour ce qui touche à la production et aux exportations du pétrole brut compte tenu du poids des hydrocarbures dans les comptes publics et les comptes extérieurs¹. D'autre part parce que les engagements souscrits dans le cadre de l'OPEP² et les prévisions qui ont été établies en matière de prix moyen du baril³ pour l'année 2019 ne seront sans conséquence ni sur le niveau de l'activité, ni sur la situation des comptes extérieurs, ni sur celle des comptes publics. Les chiffres disponibles à ce stade inclinent plutôt à l'optimisme qu'au pessimisme⁴.

1.1. La croissance en volume du PIB pourrait passer de 0,6% en 2018 à 2,8% en 2019. C'est un niveau qui est sensiblement inférieur aux prévisions qui avaient été établies par le Fonds Monétaire International au mois de novembre 2018⁵. **Il n'en mérite pas moins d'être nuancé.** D'une part parce que le maintien des recettes dégagées par les exportations de pétrole brut au cours des cinq premiers mois de l'année 2019 à un niveau similaire à celui des cinq premiers mois de l'année 2018 permet de penser que la croissance a toute chance d'être légèrement supérieure aux prévisions les plus récentes⁶. D'autre part parce que la croissance en volume du PIB « hors hydrocarbures » pourrait passer de 0,5% en 2018 à 5,4% en 2019, ce qui n'est pas anodin.

1.2. Alors qu'elle s'était sensiblement améliorée jusqu'à dégager un excédent substantiel en 2018, la situation des comptes publics pourrait se dégrader en 2019. D'abord parce que les services du FMI estiment que le solde des comptes publics pourrait être ramené d'un excédent de 6,2% du PIB en 2018⁷ à un déficit compris entre 4% et 5% du PIB en 2019⁸. Ensuite parce que le solde des comptes publics tel qu'il est prévu dans le budget 2019 affiche un déficit prévisionnel de 9,4% du PIB⁹. Enfin parce que la dette publique pourrait évoluer à nouveau à la hausse¹⁰ et s'établir à près de 51,6% du PIB à la fin de l'année 2019.

Les prévisions établies en matière budgétaire méritent néanmoins d'être nuancées. D'une part parce que les résultats obtenus en matière d'exportations de pétrole brut au cours des cinq premiers mois de l'année ont été

¹ Le montant des exportations de pétrole a représenté 89% du montant des exportations totales en 2018. Les recettes issues de la production et de l'exportation de pétrole ont quant à elles représenté près de 84% des recettes budgétaires dans le même temps.

² L'Irak a pris l'engagement de réduire sa production de pétrole de 140 000 b/j au premier semestre de l'année 2019.

³ Cf. annexe n°3. Le FMI a ramené la prévision qu'il avait établie concernant le prix moyen du baril exporté de 68,8\$ à 59,2\$. C'est un niveau inférieur au prix permettant d'équilibrer les comptes publics comme la balance courante (alors qu'il était supérieur en 2016 et 2017).

⁴ Les exportations de pétrole brut (hors GRK) sont passées de 3,440 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2018 à 3,537 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2019. Leur montant est passé de 33,022 mds\$ à 33,646 mds\$ dans le même temps. Quant au prix moyen du baril exporté, il s'est établi à 63,1\$ (au lieu de 63,49\$ un an plus tôt).

⁵ Elles s'établissaient alors respectivement à 1,5% pour l'année 2018 et 6,5% pour l'année 2019.

⁶ Les prévisions des services du FMI devraient être actualisées à l'issue de la mission conduite au début du mois de mai 2019 au titre de l'Article IV et dont le rapport devrait être discuté au Conseil d'Administration du FMI dans le courant de l'été.

⁷ Cette estimation a été actualisée à l'occasion de la mission conduite par le FMI au mois de mai. L'excédent budgétaire pourrait avoir atteint un niveau proche de 8% de PIB en 2018.

⁸ Alors qu'ils tablaient sur un excédent voisin de 3,2% du PIB pour l'année 2019 au mois de novembre dernier.

⁹ Pour comparaison, il s'établissait à 4,5% du PIB dans la construction budgétaire de l'année 2018.

¹⁰ La dette publique avait été ramenée de 59,7% du PIB à la fin de l'année 2017 à 48,4% du PIB à la fin de l'année 2018.



meilleurs que prévu¹¹. D'autre part parce que l'exécution budgétaire, en Irak tout au moins, n'a qu'un lointain rapport avec la construction budgétaire, comme l'expérience récente l'a amplement montré.¹²

1.3. La situation des comptes extérieurs devrait être moins satisfaisante en 2019 qu'en 2018. Elle n'en restera pas moins « soutenable ». Si les prévisions établies en matière d'exportations de pétrole brut et de prix moyen du baril exporté venaient à être vérifiées, le solde de la balance courante pourrait être ramené d'un excédent de 4,9% du PIB à un déficit de 6,7% du PIB, soit un niveau comparable à celui qui avait été constaté en 2015 et en 2016. Cela étant et même dans ce cas de figure, la balance des paiements resterait excédentaire, ce qui aura pour conséquence d'alimenter mécaniquement l'augmentation des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, comme c'est d'ores et déjà le cas. Calculé hors avoirs en or et en DTS, leur montant est passé de 49,25 mds\$ (soit 6 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2018 à 61,9 mds\$ (soit 7,5 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2019¹³.

2. Dans un contexte où l'amélioration enregistrée sur le plan conjoncturel depuis la fin de l'année 2017 doit encore être consolidée, **beaucoup reste à faire dans le domaine de l'ajustement structurel.**

2.1. Alors que l'Irak pourrait à nouveau connaître une situation de déficits « jumeaux » en 2019, **rien de significatif n'a été entrepris pour réduire si peu que ce soit la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes.** Comme tel avait été le cas à la fin des années 2000, l'amélioration de la situation conjoncturelle a pour effet de reporter les réformes de fond alors même qu'elles étaient au cœur du programme convenu avec le FMI. **Elles n'en restent pas moins indispensables**, que ce soit pour augmenter le montant des recettes « hors hydrocarbures » et, plus encore, pour rationaliser les dépenses publiques dans un contexte où la rigidité croissante des dépenses courantes exerce mécaniquement un effet d'éviction sur les dépenses civiles en capital.

2.2. Le gel de facto du Stand-By Agreement qui avait été conclu avec le FMI au mois de juillet 2016 pose question à cet égard. Quand bien même un nouveau programme (qui pourrait prendre la forme d'une *Extended Fund Facility*) serait mis en place, **il a toute chance d'avoir le même contenu et de déboucher sur les mêmes résultats que le programme précédent.** Le fait que le communiqué publié par les services du FMI au début du mois de mai (à l'issue de la mission qu'ils ont menée de consultation au titre de l'Article IV) ne mentionne rien d'autre que les réformes qui devaient être menées dans le cadre du SBA et qui ne l'ont pas été¹⁴ qui n'ont pas été menées dans le cadre du SBA est on ne peut plus révélateur.

3. La situation du secteur bancaire appelle une attention particulière. D'une part à cause de ses faiblesses propres. D'autre part parce qu'il ne semble pas en mesure de financer comme il faudrait le développement du secteur privé.

3.1. Le secteur bancaire est sous-développé et sa situation s'est fragilisée au cours des dernières années. D'abord parce que le montant de l'actif consolidé du système bancaire ne représentait guère que 49% du PIB à la fin de l'année 2018, celui des prêts bancaires s'établissant à un peu plus de 15% du PIB à la même date¹⁵. Ensuite parce que l'activité de crédit est très limitée¹⁶ sans qu'il soit possible de savoir précisément si le problème relève de l'offre ou de la demande. Enfin parce que la dégradation des actifs bancaires a été significative, comme l'atteste

¹¹ Le budget a été construit sur les hypothèses d'un prix moyen du baril exporté de l'ordre de 56\$ et d'un volume moyen d'exportations de 3,88 M de b/j.

¹² Alors que l'objectif établi par le FMI pour l'année 2017 était de ne pas dépasser 7% du PIB, le déficit public a finalement été limité à 1,6% du PIB. De la même façon, la construction budgétaire pour l'année 2018 tablait sur un déficit de l'ordre de 4,5% du PIB et l'exécution budgétaire s'est soldée par un excédent évalué à 6,2% du PIB.

¹³ Le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (hors avoirs en or et en DTS) s'établissait à 59,69 mds\$ à la fin de l'année 2018. Il a donc augmenté d'un peu plus de 2 mds\$ au cours des cinq premiers mois de l'année 2019.

¹⁴ A savoir la nécessité de poursuivre l'effort de consolidation budgétaire, la réforme du secteur de l'électricité, le renforcement de la gestion des finances publiques, la réforme du secteur bancaire (en particulier des banques publiques) et l'amélioration des questions de gouvernance et de lutte contre la corruption.

¹⁵ Etant entendu que les crédits au secteur privé ne dépassent pas 8,1% du PIB.

¹⁶ Le ratio prêts / dépôts a été ramené de 59,6% à la fin de l'année 2016 à 50,1% à la fin de l'année 2018.



l'augmentation du stock des créances douteuses. Il est passé de 6,7% des prêts bruts à la fin de l'année 2013 à 12,4% des prêts bruts à la fin de l'année 2018¹⁷.

3.2. Le système bancaire est largement dominé par les banques publiques, ce qui n'est pas la plus saine des situations. D'abord parce que les banques publiques détiennent entre 85% et 90% des actifs du système bancaire (et une part similaire des dépôts et du portefeuille de prêts)¹⁸. Ensuite parce qu'elles ne publient plus de comptes audités depuis plusieurs années alors même qu'elles sont sous-capitalisées, qu'elles détiennent une part significative des créances douteuses et qu'elles sont fortement exposées au risque souverain. Enfin parce que le « nettoyage » de leurs bilans et la mise en ordre de leurs comptes n'ont jamais été menés¹⁹, alors même que les accords passés avec le FMI et la Banque Mondiale prévoyaient dès la fin des années 2000 qu'ils le soient.

3.3. Les banques privées sont à la fois trop nombreuses et trop fragiles. D'abord parce que leur nombre est passé de 50 à la fin de l'année 2014 à 71 à la fin de l'année 2018 alors qu'elles ne détiennent qu'entre 10% et 15% des actifs du système bancaire²⁰, leur essor étant lié à la fois à la délivrance plutôt « libérale » des licences bancaires de la part de la Banque Centrale et par la « niche » qu'a indéniablement constituée le mécanisme des enchères de devises étrangères²¹. Ensuite parce que ce phénomène de morcellement rend difficile, pour ne pas dire plus, la supervision efficace et exhaustive de l'ensemble du système bancaire par la Banque Centrale, d'autant qu'il n'existe ni « *credit bureau* », ni registre des « collatéraux ». Enfin parce la situation financière d'une fraction significative des banques privées s'est dégradée au cours des dernières années²².

Benoît JONVEAUX
Conseiller financier régional
(benoit.jonveaux@dgtrésor.gov.lb)

¹⁷ 73,4% des créances douteuses étaient concentrées dans les banques publiques à la fin de l'année 2017. À titre indicatif, les services du FMI estimaient que les créances douteuses représentaient 10% des prêts bruts dans le cas des banques publiques et 23,7% des prêts bruts dans le cas des banques privées à la fin de l'année 2016.

¹⁸ Les banques publiques sont dominées par *Rafidain* et *Rasheed*, dont la part de marché dans le secteur bancaire dans son ensemble (que ce soit en matière d'actifs, de dépôts ou de prêts) excède 70%.

¹⁹ La Banque Centrale a le projet d'ouvrir le capital de certaines banques publiques aux investisseurs privés, sans pour autant être en mesure d'indiquer un horizon de temps pour ce faire. Compte tenu de la non-publication de rapports financiers audités et de leur gouvernance opaque, cet objectif paraît difficilement réalisable à court ou moyen-terme.

²⁰ Soit entre 11 mds\$ et 16 mds\$.

²¹ Un nombre significatifs d'établissements bancaires privés (qui ont été créés et opèrent dans le giron de grands groupes économiques privés ou semi-publics) ont mis à profit la liquidité dont ils pouvaient disposer pour bénéficier de façon opportuniste du mécanisme d'enchères des devises étrangères. Ils n'ont plus ni moins les fonctions de « bureau de change » dégageant des marges sur le taux de change auquel elles pouvaient se fournir des devises et le taux auquel elles pouvaient les distribuer.

²² Même si les données de la Banque Centrale sont lacunaires, un certain nombre d'analyses convergent et indiquent que la rentabilité des établissements dont le « *business model* » reposait sur le mécanisme d'enchères de la Banque Centrale a significativement diminué au cours de l'année 2018.


Annexe 1
IRAK – INDICATEURS INTERNES

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^(e)	2019 ^(p)
PIB (mds\$)	131,6	111,7	138,5	185,8	218,0	234,6	234,7	179,8	170,5	193,5	226,1	246,9
PIB / Habitant (\$)	4 472	3 704	4 474	5 850	6 691	7 021	6 517	4 869	4 533	5 020	5 444	5 633
Évolution du PIB (%)	8,2%	3,4%	6,4%	7,6%	13,3%	7,6%	0,7%	2,5%	13,1%	-2,1%	0,6%	2,8%
Inflation moyenne (%)	2,7%	-2,2%	2,4%	5,6%	6,1%	1,9%	2,2%	1,4%	0,5%	0,1%	0,4%	2,0% ¹
Part des hydrocarbures dans le PIB (%)	69%	53,7%	46,4%	55%	53,6%	45,9%	45,4%	33,3%	33,9%	38,6%	39,6%	37,8%
Production de pétrole (M de b/j) ²	2,29	2,34	2,38	2,65	2,95	2,98	3,14	3,72	4,63	4,47	4,47	4,91
Exportations de pétrole (M de b/j)	1,82	1,87	1,91	2,17	2,35	2,35	2,6	3,35	3,79	3,80	3,86	3,95 ⁴
Prix moyen du baril exporté (\$)	91,5	55,6	74,2	103,6	106,7	102,9	96,5	45,9	36,0	49,2	65,8	59,2 ⁵
Solde public / PIB	-0,9%	-	-4,2%	4,7%	4,1%	-5,8%	-5,4%	-	-	-1,6%	6,2%	-5,2%
Dette publique ⁶ / PIB	74,2%	87,4%	53,2%	40,6%	33,8%	31,2%	32%	56,9%	66,1%	59,6%	48,4%	51,6%

Sources : FMI – Service Économique Régional.

¹ Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 0,4% à la fin du mois de février 2019.

² Le périmètre retenu par les services du FMI comprend la production de l'État Fédéral et celle du GRK (Gouvernement Régional Kurde). La production du GRK aurait été ramenée d'un peu plus de 553 000 b/j en 2017 à 410 000 b/j en 2018.

³ Le périmètre retenu par les services du FMI comprend les exportations de l'État Fédéral et celles du GRK. Les exportations du GRK auraient été ramenées d'un peu plus de 512 000 b/j en 2017 à environ 370 000 b/j en 2018.

⁴ Les exportations de pétrole brut (hors GRK) sont passées de 3,440 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2018 à 3,537 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2019. Leur montant est passé de 33,022 mds\$ à 33,646 mds\$ dans le même temps. Quant au prix moyen du baril exporté, il s'est établi à 63,1\$ (au lieu de 63,49\$ un an plus tôt).

⁵ Le projet de budget de l'année 2019 a été bâti sur l'hypothèse d'un prix moyen du baril de 56\$.

⁶ Dette brute (interne et externe) de l'État.



ANNEXE 2

IRAK – INDICATEURS EXTERNES

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (p)
Solde courant (mds\$)	0,8	20,9	-7,6	4,1	22,3	13,7	2,7	6,1	-11,6	-13,4	4,0	11,1 ⁷	-15,0
Solde courant / PIB	0,9%	15,9%	-6,8%	3%	12%	6,3%	1,1%	2,6%	-6,5%	-7,8%	2,1%	4,9%⁷	-6,7%
Balance des paiements (mds\$)	5,8	18,5	-5,85	2,3	19	9,7	-3,1	-23,4	-12,7	-6,18	5,14	11,22	n.d.
Avoirs extérieurs de la CBI (mds\$)	32,6	50,2	44,3	50,6	61,1	69,3	77,8	66,7	53,6	45,5	49,4	59,7	53,2⁸
Avoirs extérieurs CBI / Mois d'imp. b. et s.	13,2	12,4	9,9	10,6	9,5	9,8	10,8	10,9	9,4	7,9	7,0	7,2	6,4
Dettes extérieures (mds\$)	101,2	95,5	89,8	60,9	60,9	60,4	59,4	58,2	66,9	65	69,7	68,7	79,2
Dettes extérieures / PIB	114%	72,6%	80,4%	44%	32,8%	27,7%	25,3%	24,8%	37,2%	38,1%	36,0%	30,4%	32,1%

Sources : FMI – Service Économique Régional

⁷ D'après les chiffres publiés par la Banque Centrale, l'excédent dégagé par la balance courante est passé de 14,9 mds\$ (soit 7,7% du PIB) en 2017 à 35,27 mds\$ (soit 15,6% du PIB) en 2018.

⁸ Prévisions du FMI (REO, avril 2019). Calculé hors avoirs en or et en DTS, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 49,25 mds\$ (soit 6 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2018 à 61,9 mds\$ (soit 7,5 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2019.



Annexe 3

IRAK : ÉVOLUTION COMPAREE DU PRIX DU BARIL EXPORTE ET DU « *BREAKEVEN OIL PRICE* »

(USD)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (H1)	2019 (H2)
1) Prix moyen du baril exporté	91,5	55,6	74,2	103,6	106,7	102,9	96,5	45,9	36,0	49,2	65,8	59,2 ⁹	56 ¹⁰
2) <i>Fiscal Breakeven Oil Price</i> ¹¹	111,4	72,3	90	101,9	102,9	114,6	101,4	59,1	46,3	42,3	48,5	64,3	64,3
3) 1-2	-19,9	-16,7	-15,8	+1,7	+3,8	-11,7	-4,9	-13,2	-10,3	+6,9	+17,3	-5,1	-8,3
4) <i>External Breakeven Oil Price</i> ¹²	66,6	69,1	77,9	76,6	94,8	100,8	89,7	55,0	45,1	45,1	56,1	65,3	65,3
5) 1-4	+24,9	-13,5	-3,7	+27	+11,9	+2,1	+6,8	-9,9	-9,1	+4,1	+9,7	-6,1	-9,3

Sources : FMI – Service Économique Régional.

⁹ Hypothèse retenue dans le dernier rapport du FMI « *World Economic Outlook* » en date du mois d'avril 2019.

¹⁰ Hypothèse retenue pour construire le budget de l'année 2019.

¹¹ Prix du baril permettant d'équilibrer les comptes publics.

¹² Prix du baril permettant d'équilibrer la balance courante.



Annexe 4

IRAK - ÉVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques publiques	7	7	7	7	7	7	6	7	7	7	7 ¹³
Banques privées, dont :	35	36	38	43	47	47	50	50	58	62	71
- Banques « conventionnelles »	22	22	22	24	24	24	24	24	24	24	24
- Banques « islamiques » (domestiques)	8	8	9	11	12	12	12	12	15	19	11
- Banques étrangères (« islamiques » et « conventionnelles »)	5	6	7	8	11	14	14	14	19	19	26 ¹⁴
Nombre total de banques	42	43	45	50	54	54	56	57	65	69	78
Nombre d'agences	560	774	871	899	994	1 030	1 034	854	866	843	n.d.
Nombre d'habitants par agence	52 554	38 966	35 545	35 328	32 777	32 447	34 826	43 244	43 741	46 095	n.d.
Nombre d'employés	n.d.	n.d.	28 111	28 286	30 838	33 480	28 729	29 892	30 162	30 507	n.d.

Source : Banque Centrale.

¹³ Dont une banque « islamique », Alnahrain Islamic Bank créée en 2015.

¹⁴ Dont 6 banques « islamiques ».



Annexe 5

DONNEES DE BASE SUR LES BANQUES COMMERCIALES

(Mds ID) ¹⁵	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Actif brut	286 019	307 195	363 360	143 804	128 200	142 140	150 207	136 234	132 614	156 435	122 995
Actif brut / PIB	189%	257%	224%	66,2%	50,4%	51,9%	56,4%	69,9%	67,3%	69,3%	49,0%
Portefeuille de prêts	4 587	5 690	11 721	20 344	28 439	29 952	34 123	36 753	37 180	37 953	38 486
Prêts au secteur privé / Portefeuille de prêts	86,7%	81,7%	72,7%	55,8%	51,5%	56,6%	52%	50,8%	48,9%	51,3%	52,5%
Créances douteuses / Portefeuille de prêts¹⁶	-	4,6%	2,3%	2,3%	1,8%	6,7%	6,9%	8,4%	9%	11,4%¹⁷	12,4%¹⁹
Prêts / Dépôts	13,3%	14,7%	24,4%	36,2%	45,9%	43,5%	46,1%	57,1%	59,6%	56,6%	50,1%
Fonds propres / Actif brut	1,9%	2,0%	1,7%	4,1%	3,7%	4,4%	4,9%	4,6%	5,3%	9,2%	12,2%
Fonds propres / Prêts	120%	109%	53,3%	29%	25%	30%	33,1%	27,7%	31,6%	37,8%	39,0%
Bénéfice net	1 059	851	763	942	1 583	1 473	1 228	1 035	1 123	1 328	736 ¹⁸
ROAE ¹⁹	12,9%	14,5%	12,3%	15,5%	24,3%	18,3%	12,1%	9,7%	11,1%	10,2%	4,5% ¹⁸
ROAA²⁰	0,4%	0,3%	0,2%	0,4%	0,9%	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,7%	0,5%¹⁸
Ratio de liquidité ²¹	16%	22%	23%	48%	56%	65%	68%	69%	68%	72%	50%

Source : Banque Centrale (*Financial Stability Reports*).

NB : Aucune donnée n'est disponible pour ce qui concerne le ratio de solvabilité²² et le taux de provisionnement des créances douteuses.

¹⁵ 1\$ = 1,184 ID en 2017.

¹⁶ Les chiffres donnés par la Banque Centrale amalgament l'ensemble des créances en arriérés sans qu'il soit possible d'identifier les créances qui n'ont pas été payées depuis plus de 90 jours.

¹⁷ 73,4% des créances douteuses étaient concentrées dans les banques publiques à la fin de l'année 2017. À titre indicatif, les services du FMI estimaient que les créances douteuses représentaient 10% des prêts bruts dans le cas des banques publiques et 23,7% des prêts bruts dans le cas des banques privées à la fin de l'année 2016. L'Institut de Finance Internationale les évaluait à 15,5% des prêts bruts fin 2016 et à 16,8% des prêts bruts fin 2017.

¹⁸ Chiffres arrêtés à la fin du mois d'octobre 2018.

¹⁹ Rentabilité moyenne des fonds propres. Les documents diffusés par la Banque Centrale par ailleurs (hors *Financial Stability Reports*) permettent de l'évaluer à 8,8% en 2015 et à 8,6% en 2016.

²⁰ Rentabilité moyenne des actifs. À titre comparatif, les services du FMI évaluaient la rentabilité moyenne des actifs à 0,4% dans le cas des banques publiques et à 1,6% dans le cas des banques privées à la fin de l'année 2016.

²¹ La Banque Centrale ne précise pas quelle est la méthodologie utilisée pour calculer le ratio de liquidité.

²² L'Institut de Finance Internationale évaluait (sans citer ses sources) le ratio moyen de solvabilité à 19,2% fin 2016 et à 43,9% fin 2017.

**ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS DU LEVANT, L'IRAN ET L'IRAK EN 2018**

1. La performance commerciale de la France dans les pays du Levant, l'Irak et l'Iran s'est dégradée en 2018. Nos ventes se sont établies à 5,397 mds€, en baisse de 13,8% par rapport à 2017. Elles ont diminué sur la quasi-totalité des catégories, notamment les produits agricoles (-41%), les matériels de transport (-35%) ou encore les produits pharmaceutiques (-9%). Seules les exportations de produits pétroliers raffinés (+48%), le bois, papier et carton (+7%), les produits des industries agroalimentaires (+3,4%) ont augmenté sur l'année. Quant à nos importations, elles ont diminué de 7,5% sous l'effet de la contraction importante de nos achats à partir de l'Iran qui ont été ramenés de 2,316 mds€ en 2017¹ à 1,555 md€ en 2018. Dans ce contexte, notre excédent commercial a nettement diminué, passant de 1,821 md€ en 2017 à 1,293 md€ en 2018, soit une baisse voisine de 29%.

2. Les principaux faits saillants de notre commerce extérieur avec la zone peuvent être résumés sur les bases suivantes :

2.1 Le commerce bilatéral avec l'Iran, qui était redevenu notre premier partenaire commercial dans la région en 2017 avant l'Égypte et Israël, est en forte baisse sous l'effet des sanctions américaines. Le volume des échanges commerciaux avec l'Iran a été ramené de 3,8 mds€ en 2017 à 2,4 mds€ en 2018, soit une baisse voisine de 37%. Nos exportations étaient composées à 39% d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique ; à 22% de matériel de transport, et à 17% de produits pharmaceutiques. Quant à nos importations, elles ont relevé majoritairement d'achats d'hydrocarbures naturels (95%). Calculés en valeur, nos enlèvements de pétrole brut iranien ont été ramenés de 2,230 mds€ en 2017 à 1,470 md€ en 2018, soit une baisse voisine de 34%. La France était le 11^{ème} fournisseur mondial de l'Iran en 2018 (9^{ème} en 2017) et le 3^{ème} à l'échelle de l'Union Européenne (derrière l'Allemagne et l'Italie).

2.2 Le commerce bilatéral avec l'Irak repart à la hausse sous l'impulsion d'une forte augmentation de nos importations d'hydrocarbures naturels qui sont passées de 127 M€ en 2017 à 480 M€ en 2018, soit une augmentation de 278% sur un an.

2.3 Notre commerce avec Israël et l'Égypte, qui représentent à eux deux 81% du volume de nos échanges commerciaux avec les pays du Levant (hors Iran et Irak), s'est établi à 5,130 mds€ en 2018 (contre 5,295 mds€ en 2017). Nos exportations vers l'Égypte ont été ramenées de 1,85 md€ en 2017 à 1,71 md€ en 2018 (-7,9%). Dans le même temps, nos importations de produits égyptiens sont passés de 617 M€ à 769 M€. L'excédent commercial dégagé par la France avec l'Égypte a été ramené de 1,23 md€ à 937 M€. Il reste tout de même le premier excédent français dans la zone et le 15^{ème} au niveau mondial.

Pour ce qui concerne Israël, les exportations françaises ont légèrement diminué pour s'établir à 1,445 md€ en 2018 (contre 1,524 md€ en 2017). Quant à nos importations elles ont baissé dans des proportions similaires, passant de 1,302 md€ en 2017 à 1,211 md€ en 2018 (-7%). Notre excédent commercial est en légère augmentation passant de 222 M€ à 234 M€ sur cette période.

2.4 Le volume des échanges commerciaux entre la France et le Liban a légèrement augmenté en 2018, après six années consécutives de baisse². S'agissant de nos exportations, elles sont passées de 733 M€ en 2017 à 748 M€ en 2018, soit une hausse de 2%. Quant à nos importations, elles ont augmenté de 15,5% pour s'établir à un montant légèrement supérieur à 54 M€. Dans ce contexte, notre excédent commercial s'est établi à 694 M€ en 2018, contre 686 M€ en 2017. Comme en 2017, il s'agit du deuxième excédent commercial dans la zone derrière l'Égypte (937 M€) et le 17^{ème} au niveau mondial.

¹ En 2017, nos importations à partir de l'Iran, composée en grande partie d'hydrocarbures, représentaient un peu plus de 50% de nos importations à partir de la zone.

² Le volume de nos échanges commerciaux a été ramené de 1,392 md\$ en 2012 à 780 M\$ en 2017, soit une baisse voisine de 44%.



3. Après s'être établi à 2,69% en 2017, notre part de marché dans la zone est en légère baisse en 2018 pour s'établir à 2,53%, d'après les services du FMI. Une tendance similaire pour les deux premiers partenaires commerciaux de la zone, à savoir la Chine et la Turquie, dont la part de marché à respectivement été ramenée de 14,46% en 2017 à 13,35% en 2018 et de 7,72% en 2017 à 6,96% en 2018. A l'inverse, la part de marché des États-Unis est passée de 5,85% en 2017 à 6,76% en 2018. Notre pays reste surclassé par la plupart de ses concurrents, qu'il s'agisse des pays de l'OCDE (Allemagne, États-Unis, Italie, et Royaume-Uni³) ou des « *new comers* » (Chine, Inde, Turquie, Corée du Sud⁴).

4. Alors que les données pour l'année 2018 ne seront disponibles qu'à l'été, les chiffres pour l'année 2017 montrent que le nombre des entreprises françaises qui exportent dans la zone Levant, Iran et Irak est resté stable entre 2016 et 2017 (-0,1% sur un an). La méthodologie de calcul ayant changé en 2016, il n'est pas possible de comparer les données avec les années précédentes.

5. S'agissant du stock d'investissements directs (IDE), deux tendances sont à retenir. La première, c'est que le stock d'IDE des pays de la zone en France s'est établi à 4,638 mds€ en 2018⁵, soit son plus haut niveau depuis vingt ans. A noter que le stock d'IDE libanais en France est passé de 2,934 mds€ en 2017 à 3,547 mds€ en 2018. **Il représente plus de 76% du stock total d'IDE des pays de la zone en France.** La deuxième, c'est que le stock d'investissements français dans la zone s'est établi à 5,612 mds€ en 2018, soit son niveau le plus bas depuis 2008 (4,105 mds€).

Julien VELUD
Conseiller financier
(Julien.velud@dgtresor.gouv.fr)

³ La part de marché de ces quatre pays a été ramenée de 22,4% en 2007 à 19,1% en 2018.

⁴ La part de marché de ces quatre pays est passée de 17% en 2007 à 26,3% en 2018.

⁵ Il s'était établi à 3,819 mds€ en 2017.



Annexe 1

**ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE
ET LES PAYS DU LEVANT, L'IRAK ET L'IRAN**

M€	2016	2017	2018	2017 / 2018
Exportations, dont :	5 193	6 258	5 397	-13,8
- Égypte	1 535	1 852	1 706	-7,9%
- Israël	1 349	1 524	1 445	-5,2%
- Iran	722	1 500	868	-42,1%
- Liban	886	733	748	+2%
- Autres ⁶	701	650	630	-3,1%
Importations, dont :	3 391	4 437	4 104	-7,5%
- Iran	1 406	2 316	1 555	-32,9%
- Israël	1 249	1 302	1 211	-7%
- Égypte	493	617	769	+24,6%
- Irak	159	127	480	+278%
- Autres ⁷	84	76	89	+17%
Solde commercial	1 802	1 821	1 293	-29%

Source : Direction générale des douanes / Direction générale du Trésor.

⁶ Irak, Jordanie, Syrie, Territoires palestiniens.

⁷ Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens.



Annexe 2

**PARTS DE MARCHÉ DE LA FRANCE
ET DE SES CONCURRENTS DANS LES PAYS DU LEVANT, L'IRAN ET L'IRAK**

	2007	2016	2017	2018
Chine	7,40%	14,38%	14,46%	13,35%
Turquie	4,18%	7,53%	7,72%	6,96%
États-Unis	7,57%	6,28%	5,85%	6,76%
Allemagne	7,23%	5,17%	5,12%	5,29%
Royaume-Uni	3,25%	2,79%	3,26%	3,76%
Italie	4,30%	3,73%	3,55%	3,32%
Inde	2,69%	2,83%	2,99%	3,17%
Russie	2,94%	3,51%	3,63%	3,06%
Corée du Sud	2,69%	3,44%	3,16%	2,83%
France	3,11%	2,63%	2,69%	2,53%
Japon	2,70%	2,03%	1,69%	1,65%

Source : *Direction of Trade Statistics* (FMI).


Annexe 3
**REPARTITION PAR PRODUITS DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS FRANÇAISES
 DANS LES PAYS DU LEVANT, L'IRAN ET L'IRAK**

en M €	Exportations			Importations		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	279	209	123	206	232	195
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	28	69	64	1 546	2 441	2037
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	462	532	550	96	102	99
Produits pétroliers raffinés et coke	37	50	74	13	10	93
Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 204	1 590	1492	357	375	361
Matériels de transport	660	1 091	710	123	105	109
Textiles, habillement, cuir et chaussures	143	148	132	142	149	163
Bois, papier et carton	60	71	76	11	10	11
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	835	935	852	392	506	521
Produits pharmaceutiques	833	763	698	37	41	30
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	144	161	159	128	145	142
Produits métallurgiques et métalliques	264	316	242	63	67	71
Produits manufacturés divers	167	179	178	244	276	260
Produits divers	75	145	46	10	11	10
Ensemble	5 192	6 258	5 396	3 367	4 469	4 104

Source : Direction générale des douanes / Direction générale du Trésor.



Annexe 4

**NOMBRE DES ENTREPRISES FRANÇAISES EXPORTATRICES
DANS LES PAYS DU LEVANT, L'IRAN ET L'IRAK**

	2006	2010	2015	2016	2017
Égypte	3 267	3 800	3 423	3873	3 681
Israël	5 087	5 121	5 742	7742	7 778
Jordanie	1 470	1 688	1 785	2185	2 047
Liban	4 092	4 812	4 659	6266	6 148
Syrie	1 526	1 567	244	114	249
Palestine	48	58	87	219	117
Total Levant	15 490	17 046	15 940	20 399	20 020
Iran	209	546	788	1 975	2169
Irak	1 953	1 763	1 261	814	974
Total Levant, Iran et Irak	17 652	19 355	17 989	23 188	23 163

Source : Direction générale des douanes / Direction générale du Trésor.

Remarques : Le profilage des entreprises selon leur taille a été réalisé depuis 2016 en comparant les n°SIREN des entreprises exportatrices à la base SIRENE établie par l'INSEE. De ce fait, il n'est pas possible de comparer les années 2016 et 2017 avec les années précédentes.



Annexe 5

Evolution du stock d'investissements français dans les pays du Levant, l'Irak et l'Irak

(M€)	2000	2005	2010	2016	2017	2018
Irak	-	-	4	238	278	141
Iran	-93,7	387,5	72	688	737	710
Egypte	285,0	735,3	4592	2396	2724	778
Israël	138,0	590,2	1700	2996	2892	2687
Jordanie	2,2	72,5	156	214	185	477
Liban	343,9	202,1	295	688	612	819
Palestine	-	0,3	8	17	17	-
Syrie	-31,9	38,6	166	55	59	-
Total Levant, Iran et Irak	643,5	2026,5	6992	7292	7503	5612

Source : Banque de France

Annexe 6

Evolution du stock d'investissements des pays du Levant, d'Irak et d'Iran en France

(M€)	2000	2005	2010	2016	2017	2018
Irak	0	0	-2	-8	7	-
Iran	14	187	254	227	422	338
Egypte	4	31	38	137	181	128
Israël	83	82	68	239	263	625
Jordanie	1	29	5	-6	1	-
Liban	201	1663	2082	2931	2934	3547
Palestine	0	0	0	0	0	-
Syrie	7	7	8	10	10	-
Total Levant, Iran et Irak	310	2001	2453	3530	3819	4638

Source : Banque de France



BREVES DU LEVANT, D'IRAK ET D'IRAN

ÉGYPTE

- Moody's a relevé de B3 à B2 la note souveraine de l'Égypte. La perspective dont elle est assortie a été ramenée de « positive » à « stable ».
- Le Parlement vient d'approuver le projet de budget pour l'année fiscale 2019/2020. Il prévoit de ramener le déficit public à 7,2% du PIB et de maintenir ou de porter l'excédent primaire à 2% du PIB. Les hypothèses qui ont été retenues pour le bâtir sont une croissance en volume du PIB de 6% et un prix moyen du baril de 68\$.

IRAK

- Calculé hors avoirs en or et en DTS, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 49,25 mds\$ (soit 6 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2018 à 61,9 mds\$ (soit 7,5 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois d'avril 2019.
- Les exportations de pétrole brut (hors GRK) sont passées de 3,440 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2018 à 3,537 M de b/j au cours des cinq premiers mois de l'année 2019. Leur montant est passé de 33,022 mds\$ à 33,646 mds\$ dans le même temps. Quant au prix moyen du baril exporté, il s'est établi à 63,1\$ (au lieu de 63,49\$ un an plus tôt).

IRAN

- D'après le Centre National des Statistiques, la croissance en volume du PIB a été négative à hauteur de 4,9% au cours de l'année fiscale 2018/2019.
- D'après l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), les exportations de pétrole brut sont passées de 2,4 Mb/j au mois de mai 2018 à 570 000 b/j au mois de mai 2019 (à quoi il faut ajouter 240 000 b/j de condensats). C'est leur niveau le plus bas, historiquement parlant.

ISRAËL

- Le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 114,7 mds\$ (soit 31,8% du PIB) à la fin du mois de mai 2018 à 118,1 mds\$ (soit 31,9% du PIB) à la fin du mois de mai 2019.
- Calculée en données brutes, la croissance en volume du PIB s'est établie à 2,9% entre le premier trimestre 2018 et le premier trimestre 2019. Calculée en données corrigées des variations saisonnières, elle s'est également établie à 2,9%.

JORDANIE

- La dette publique est passée de 27,72 mds de JOD (**soit 92,5% du PIB**) à la fin du mois d'avril 2018 à 28,96 mds de JOD (**soit 92,5% du PIB prévisionnel de l'année 2019**) à la fin du mois d'avril 2019.
- Capital Intelligence a ramené la note souveraine du Royaume de BB-/BB à B+/B+. La perspective dont elle est assortie a été relevée de « négative » à « stable ».

LIBAN

- D'après les chiffres que vient de publier le Ministère des Finances, le déficit public est passé de 5662 mds de LBP (**soit 7% du PIB**) en 2017 à 9417 mds de LBP (**soit 11,1% du PIB**) en 2018. Quant au solde primaire, il est passé d'un excédent de 2152 mds de LBP (**soit 2,7% du PIB**) à un déficit de 958 mds de LBP (**soit 1,1% du PIB**) dans le même temps.
- **Moody's a maintenu à l'identique la note souveraine du Liban (Caa1). Elle est assortie d'une perspective « stable ».**



PALESTINE

- Le montant des avoirs extérieurs de la *Palestine Monetary Authority* (PMA) est passé de 487 M\$ (soit 21 jours d'importations de biens et services) à la fin du mois de mai 2018 à un peu moins de 612 M\$ (soit 26 jours d'importations de biens et services) à la fin du mois de mai 2019.
- D'après les chiffres publiés par le *Central Bureau of Statistics*, le nombre des colons israéliens en Cisjordanie est passé de 134 300 entre la fin de l'année 1995 (c'est-à-dire juste après l'entrée en vigueur des Accords d'Oslo) à 413 400 à la fin de l'année 2017. Il a plus que triplé en l'espace de vingt ans.

SYRIE

- Le nombre des réfugiés syriens qui sont enregistrés par le HCR est passé de 5 628 071 à la fin du mois de mars 2018 à 5 688 152 à la fin du mois de mars 2019, soit une augmentation voisine de 1,1% en un an.
- D'après la coalition internationale qui est conduite par les États-Unis, 1302 civils auraient été les victimes « collatérales » des 24 502 raids qui ont été menés contre l'Organisation de l'État Islamique en Irak et en Syrie entre le mois d'août 2014 et la fin du mois d'avril 2019.

INDICATEURS REGIONAUX

	Indicateurs internes																	
	Population (millions d'habitants)			PIB par habitant (\$ courant)			PIB nominal (mds\$)			Croissance en volume du PIB (%)			Solde public (% PIB)			Inflation moyenne (%)		
	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (p)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)
Irak	37,1	38,1	39,1	5 211	5 930	5 759	193,5	226,1	225,3	-1,70	0,6	2,8	-1,6	6,2	-5,2	0,1	0,4	2
Iran	81,4	82,4	83,3	5 290	5 491	5 820	430,7	452,3	484,7	3,70	-3,9	-6	-1,7	-3,5	-3,4	9,6	31,2	37,2
1. Irak, Iran	118,5	120,5	122,4	5 251	5 711	5 790	624,2	678,4	710	2,03	-2,33	-2,23	-1,67	-0,11	-4,17	6,67	20,44	22,12
Égypte	94,8	97	99,2	2 495	2 573	3 020	236,5	249,6	299,6	4,2	5,3	5,5	-10,4	-9,5	-8,6	29,8	14,4	12,8
Israël	8,7	8,9	9,1	40 273	41 180	41 559	350,7	365,6	376,1	3,3	3,6	3,5	-2,2	-3,2	-3,3	0,2	0,6	1,3
Jordanie	9,7	9,9	10,1	4 202	4 278	4 395	40,8	42,4	44,3	2,1	2	2,2	-0,8	-1,5	-0,7	3,3	4,5	2
Liban	6,1	6,1	6,1	8 778	9 258	9 608	53,4	56,4	58,2	0,6	0,3	1,3	-8,6	-11	-11,7	4,5	6,1	2
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	4,9	5	5,1	2 794	2 743	2 813	14,5	15	15,4	3,1	0,9	1,4	-8,5	-7,2	-10,4	0,2	-0,3	1,5
2. Levant	124,2	126,9	129,6	11 708	12 006	12 279	696	729	794	3,32	3,78	3,97	-5,54	-5,95	-5,92	10,77	5,96	5,72
3. Levant, Irak, Iran (1+2)	242,7	247,4	252	8 480	8 859	9 035	1 320	1 407	1 504	2,71	0,87	1,34	-3,71	-3,17	-5,18	8,83	12,85	12,67


Indicateurs externes

	Solde commercial (mds\$)			Solde courant (mds\$)			Solde courant (% PIB)			Avoirs extérieurs de la Banque Centrale (2018p)	
	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (e)	2017	2018 (e)	2019 (p)	mds\$	mois imp. b. et s.
	Irak	13	15,6	16	4	11,1	-15	2,1	4,9	-6,7	67,1
Iran	24,6	33,9	31	16,5	19,5	-1,8	3,8	4,3	-0,4	99,8	15,8
1. Irak, Iran	37,6	49,5	47	20,5	30,6	-16,8	3,28	4,49	-2,34	167	12,2
Égypte	-36,6	-36,2	-38,2	-14,4	-6	-7,1	-6,1	-2,4	-2,4	43,5	6,5
Israël	-9,5	-9,9	-11,5	10,1	8,3	8,8	2,9	2,2	2,3	115,3	12,7
Jordanie	-9,7	-9,7	-9,9	-4,3	-3,1	-3,6	-10,6	-7,4	-3,6	16,2	7,9
Liban	-15,4	-16,9	-17	-13,7	-15,2	-16,4	-25,7	-27	-28,2	36,4	11,6
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	-4,6	-4,7	-4,7	-2,1	-2,2	-2,1	-14,3	-14,4	-14,5	0,5	0,7
2. Levant	-75,8	-77,4	-81,3	-24,4	-18,2	-20,4	-2,15	-2,54	-2,42	211,9	7,8
3. Levant, Irak, Iran (1+2)	-38,2	-27,9	-34,3	-3,9	12,4	-37,2	1,55	0,80	-2,39	378,9	10


PETROLE

PRIX DU BARIL Panier OPEP (\$)		PRODUCTION Moyen-Orient (membres de l'OPEP) (milliers de b/j)						
			Iran	Irak	Koweït	AS	EAU	TOTAL
Mai-2018		Mai-2018						
Valeur mensuelle	74,11	Valeur mensuelle	3 829	4 455	2 701	9 987	2 865	23 837
Moyenne 12 derniers mois	59,18	Moyenne 12 derniers mois	3 823	4 444	2 705	9 971	2 886	23 829
Mai-2019		Mai-2019						
Valeur mensuelle	69,97	Valeur mensuelle	2 370	4 724	2 710	9 690	3 061	22 555
Moyenne 12 derniers mois	68,94	Moyenne 12 derniers mois	3 068	4 631	2 751	10 288	3 067	23 805
Variation (%)		Variation (%)						
Valeur mensuelle	-5,59%	Valeur mensuelle	-38,10%	6,04%	0,33%	-2,97%	6,84%	-5,57%
Moyenne 12 derniers mois	16,49%	Moyenne 12 derniers mois	-19,75%	4,21%	1,70%	3,18%	6,27%	-0,88%

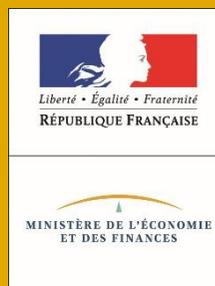
Source : OPEP

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Beyrouth (adresser les demandes à julien.velud@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Auteur : Service Économique Régional de Beyrouth

Adresse : Ambassade de France au Liban, rue de Damas
 Espace des Lettres – Beyrouth - LIBAN

Abonnement par email :

julien.velud@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.